

Christophe POINSATTE

60 rue de Paris
95 150 Taverny

130 bis avenue Charles de Gaulle
92 200 Neuilly sur Seine

Tél. : +33 (0)6 32 28 09 75

christophe.poinsatte@aura-conseil.fr

FONDATION CONDE

Fondation reconnue d'utilité publique

Place Maurice Versepuy
60 500 CHANTILLY

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

FONDATION CONDE

Fondation reconnue d'utilité publique

Place Maurice Versepuy

60 500 CHANTILLY

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Au Conseil d'Administration de la Fondation Condé,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Conseil d'Administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la FONDATION CONDE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Fondation à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de Commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821.53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

- **Dans le paragraphe 2.4.1.** de l'annexe des comptes annuels, la Fondation indique que, l'application du règlement n°2022-06 du 4 novembre 2022 modifiant le règlement ANC n° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général (PCG), obligatoire à compter des exercices ouverts au 1er janvier 2025, peut-être anticipée à compter de sa date de publication au Journal Officiel, et donc au titre de l'exercice clos au 31/12/2024.

Cette option a été prise par la Fondation sur les 2 sujets suivants : la suppression de la technique du transfert de charges et la nouvelle définition du résultat exceptionnel par le règlement ANC qui se limite à refléter l'impact dans les comptes d'événements majeurs et inhabituels.

Nous avons toutefois noté - dans le paragraphe 4.3. de l'annexe des comptes annuels que le produit de cession correspondant à la cession d'un véhicule acquis en 2003 avec une valeur nette comptable nulle pour un montant de 500€ avait été maintenu dans le résultat exceptionnel.

- **Dans le paragraphe 3.2.3.** de l'annexe des comptes annuels, la Fondation précise que les fonds dédiés antérieurs à l'exercice, et qui n'ont pas été movimentés depuis 2 ans, sont essentiellement des Crédits Non Reconductibles (CNR) accordés par l'ARS. La réalisation des projets auxquels ils se rattachent a été reportée pour la plupart lors de la période COVID.

En 2023, 48 422 € avait été inscrits en fonds dédiés dans le cadre du projet « Jardins thérapeutiques ». En 2024, un montant de 25 280 € a été repris à ce titre. Les 23 142 € du solde seront apurés au fur et à mesure des dépenses dédiées.

Concernant l'EHPAD, la reprise de 46 493 € permet de compenser des achats d'équipements pour l'unité Alzheimer ainsi qu'une partie de la dépense de formation Aide-soignante d'un salarié EHPAD.

- Le montant constaté sur l'année sur l'unité SMR correspond à des crédits perçus postérieurement en 2024 au titre de 2023. Ces crédits ont été versés dans le cadre du soutien des établissements BNL et au titre de la régularisation du financement du dans le cadre du nouveau mode de financement des SMR. Comme l'indique le paragraphe 5.1.3. de l'annexe des comptes annuels, la Fondation indique que la partie de l'engagement d'indemnités de départ, correspondant aux salariés dont le départ à la retraite est prévu dans un délai de 3 ans, est considérée comme une dette certaine et, à ce titre, est constatée au passif du bilan.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux adhérents

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la Fondation à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la Fondation ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par la Direction.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Fondation.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la Fondation à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Neuilly, le 4 avril 2025

Le commissaire aux comptes

Christophe POINSATTE



AURA CONSEIL
SARL CHRISTOPHE POINSATTE
Expert-Comptable, Commissaire aux Comptes
130 bis avenue Charles de Gaulle
92200 Neuilly-sur-Seine
Tél. : +33 (0)1 81 93 59 66
RCS Nanterre 509 768 982 - NAF 6920Z

FONDATION CONDE

Comptes annuels de l'exercice 2024

ACTIF	Exercice 2024			Exercice 2023
	Brut	Amortissements et provisions	Net	Net
Immobilisations incorporelles :	164 381	156 219	8 162	5 357
Immobilisations corporelles :				
- Terrains	22 562	17 298	5 264	6 017
- Constructions	18 594 968	12 182 138	6 412 831	6 973 511
- Installations techniques, matériel & outillage industriels	1 796 192	1 321 975	474 216	522 636
- Autres	1 124 159	1 041 926	82 233	105 622
- Immobilisations corporelles en cours	607 271	0	607 271	21 651
Immobilisations financières (2) :				
- Titres de participations / immobilisés	202 700	0	202 700	202 700
- Prêts	384 459	0	384 459	362 492
- Dépôts et cautionnements versés	24 728	0	24 728	24 728
- Autres	542 632		542 632	651 158
Total I	23 464 052	14 719 556	8 744 497	8 875 871
Stocks et en-cours				
- Matières premières et autres approvisionnements	101 583	0	101 583	78 739
Avances et acomptes versés sur commandes	1 942	0	1 942	7 714
Créances (3) :				
- Fournisseurs débiteurs	0	0	0	115 478
- Créances clients et comptes rattachés	1 394 548	312 216	1 082 331	764 406
- Autres créances diverses	0	0	0	0
- Groupe et associés	0	0	0	0
- Débiteurs et créditeurs divers	21 229	0	21 229	12 966
- Produits à recevoir	50 552	0	50 552	66 427
Valeurs mobilières de placement	10 332 738	79 517	10 253 221	8 662 616
Disponibilités	994 902	0	994 902	1 771 510
Charges constatées d'avance (3)	60 077	0	60 077	31 656
Total II	12 957 571	391 733	12 565 837	11 511 512
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)	0	0	0	0
Primes de remboursement des obligations (IV)	0	0	0	0
Ecart de conversion Actif (V)	0	0	0	0
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	36 421 623	15 111 289	21 310 334	20 387 383

PASSIF	Exercice 2024	Exercice 2023
Capitaux propres		
<u>Fonds associatif sans droit de reprise</u>		
- Apport art-50	1 085 262	1 085 262
- Autres	1 306 711	1 305 796
<u>Fonds associatif avec droit de reprise</u>	198 419	212 592
Réserves		
- Excédents affectés à l'investissement	2 533 726	2 519 553
- Réserves de trésorerie	499 652	499 652
- Réserves de compensation	840 352	863 134
- Autres réserves	1 170 657	1 170 657
Report à nouveau	3 027 015	2 833 774
Résultat de l'exercice	392 102	171 373
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Total I	11 053 896	10 661 794
Provisions pour fonds dédiés	1 428 203	1 346 071
Provisions pour litige		
Total II	1 428 203	1 346 071
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (dont C.B.T.)	4 835 390	4 276 388
Emprunts et dettes financières divers (3)	49 981	63 970
Dépôts et cautionnements reçus	354 051	349 865
Intérêts courus	26 390	25 973
Dettes rattachées à des participations		
Comptes de liaison des établissements et sociétés en part		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés (e)	519 343	410 900
Dettes fiscales et sociales	2 749 723	3 006 342
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Groupe et associés		
Débiteurs et créditeurs divers	60 608	13 368
Produits constatés d'avance	232 750	232 710
Total III	8 828 235	8 379 518
Ecart de conversion Passif (IV)	0	0
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)	21 310 334	20 387 383

Fondation Condé– Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels – Exercice clos le 31 décembre 2024

Comptes de Résultat	Exercice 12/2024	Exercice 12/2023	Variations
PRODUITS D'EXPLOITATION			
Ventes de biens et services	683 147	681 815	1 332
Ventes de biens	590 420	583 424	6 996
Ventes de prestations de service	92 727	98 391	-5 664
Produits de tiers financeurs	13 657 815	12 721 505	936 310
Concours publics et subventions d'exploitation	13 542 941	12 523 381	1 019 560
Ressources liées à la générosité du public	20 350	59 630	-39 280
Reprises sur provisions exploit.	0	5 734	-5 734
Transfert de charges exploit.	0	114 186	-114 186
Utilisations des fonds dédiés	0	0	0
Autres produits	94 524	18 574	75 950
Total I	14 340 962	13 403 320	937 642
CHARGES D'EXPLOITATION			
Achat de matières premières et autres approv.	416 949	394 916	22 033
Variation de stock mat.	-22 844	-763	-22 081
Autres achats et charges externes	3 318 345	3 148 118	170 227
Impôts taxes et versements assimilés	748 945	772 816	-23 871
Salaires et traitements	6 299 755	5 883 738	416 017
Charges sociales	2 299 754	2 219 502	80 252
Dotation amort. sur immobilisations	710 440	784 973	-74 533
Dotation sur actif circulant (1)		0	0
Reports en fonds dédiés	0	48 422	-48 422
Autres charges	180 581	14 111	166 470
Total II	13 951 925	13 265 833	686 092
RESULTAT D'EXPLOITATION	389 037	137 487	251 550
PRODUITS FINANCIERS			
Autres intérêts et produits assimilés	205 081	121 857	83 224
Reprise sur provisions financ.	0	0	0
Produits nets sur cessions de VMP	26 329	27 770	-1 441
Total III	231 410	149 627	81 783
CHARGES FINANCIERES			
Dotations financières aux amort. & prov.	41 743	22 641	19 102
Intérêts & charges assimilées	156 038	134 832	21 206
Charges nettes sur cessions de VMP	31 063	30 646	417
Total IV	228 845	188 119	40 726
RESULTAT FINANCIER	2 565	-38 492	41 057
RESULTAT COURANT AV. IMPOTS	391 602	98 995	292 607
PRODUITS EXCEPTIONNELS			0
Produits except. sur opérations de gestion	0	82 287	-82 287
Produits except. sur opérations en capital	500	0	500
Total V	500	82 287	-81 787
CHARGES EXCEPTIONNELLES			0
Charges except. sur opérations de gestion	0	9 908	-9 908
Charges except. sur opérations en capital	0	0	0
Total VI	0	9 908	-9 908
Participation des salariés	0	0	0
Impôt sur les bénéfices	0	0	0
RESULTAT NET	392 102	171 373	220 729
Evaluation des contributions : Bénévolat	0	0	0
Evaluation des contributions : Prestations en nature	0	0	0
Evaluation des contributions : Dons en nature	0	0	0
Total des contributions (Produits)	0	0	0
Emploi des contributions : Secours en nature	0	0	0
Emploi des contributions : MàD biens	0	0	0
Emploi des contributions : MàD services	0	0	0
Emploi des contributions : Personnel bénévole	0	0	0
Total des contributions (Charges)	0	0	0

FONDATION CONDE

Annexe aux comptes annuels
de l'exercice clos le 31/12/2024

Table des matières

1. Eléments importants de l'exercice

2. Principes, règles et méthodes comptables

2.1. Présentation de l'établissement

2.2. Présentation des comptes

2.3. Méthode générale

2.4. Changement de méthode

3. Informations relatives au bilan

3.1. Actif

3.1.1. Tableau des immobilisations

3.1.2. Tableau des amortissements

3.1.3. Immobilisations financières

3.1.4. Evaluation des stocks

3.1.5. Créances

3.1.6. Valeurs mobilières de placement

3.1.7. Charges constatées d'avances

3.2. Passif

3.2.1. Fonds propres

3.2.2. Détermination du résultat effectif

3.2.3. Fonds dédiés

3.2.4. Etat des dettes

4. Informations relatives au compte de résultat

4.1. Ventilation des produits d'exploitation

4.2. Résultat financier

4.3. Résultat exceptionnel

5. Autres informations

5.1. Engagements hors bilan

5.1.1. Emprunts auprès des établissements de crédit

5.1.2. Engagement pris en matière de retraite

5.2. Honoraires du commissaire aux comptes

5.3. Rémunération des dirigeants

5.4. Effectifs

1. Eléments importants de l'exercice

Il n'y a pas eu sur l'exercice 2024 d'évènements ayant eu un impact significatif sur les comptes.

2. Principes, règles et méthodes comptables

2.1 Présentation de l'établissement

La Fondation Condé est une institution organisée en unités, située dans un vaste parc paysagé au cœur de la ville de Chantilly.

La Fondation Condé, reconnue d'utilité publique, est une des plus anciennes structures hospitalières de France. Elle a pour mission de gérer un Centre Gériatrique dans le but d'apporter aux personnes âgées des soins de qualité au sein d'une hôtellerie de qualité.

Fidèle à ses valeurs fondatrices, elle agit dans le sens du respect humain, de la solidarité et du développement durable.

Le Centre Gériatrique Condé permet la prise en charge médicale individualisée des personnes âgées dans des unités spécialisées (USSR, USLD, EHPAD, Accueil de jour, PASA, Unité Alzheimer)

Les Statuts du 31 juillet 2001, qui affirment la Reconnaissance d'Utilité Publique de la Fondation Condé, décrivent sa mission envers les personnes âgées et sa responsabilité culturelle au regard de son patrimoine.

« La Fondation Condé a pour mission la prise en charge médicale et médico-sociale, continue et graduée, des personnes âgées, dans le respect de leurs droits ».

Cette mission de soins est mise en œuvre par le Centre Gériatrique Condé, Etablissement de Santé Privé d'Intérêt Collectif (ESPIC), donc sans but lucratif. Le Centre Gériatrique est financé et s'organise dans un cadre légal précis, à la fois relatif aux établissements de santé (pour ses unités sanitaires) et relatif aux établissements sociaux et médico-sociaux (pour sa maison de retraite). Son action repose sur une éthique forte, porteuse des valeurs de respect de la personne, de solidarité et de développement durable.

Au-delà de cette mission de soins, la Fondation Condé est attentive à la conservation et à la valorisation de son patrimoine : œuvres d'art, archives remontant au XVII^{ème} siècle, chapelle-musée du XVIII^{ème} siècle, chapelle privée mise à disposition de la paroisse, ainsi que des bâtiments donnés à bail pour des logements sociaux.

Fondation et Centre Gériatrique ont leur propre budget

Pour remplir ces missions, le Centre Gériatrique dispose de budgets provenant de l'Assurance Maladie, du Conseil Général et des résidents eux-mêmes, tandis que la Fondation doit compter sur la générosité de donateurs. Les budgets sont étanches mais la Fondation peut intervenir financièrement au profit du Centre gériatrique pour la seule raison d'*« améliorer le bien-être des patients ou résidents »*.

2.2 Présentation des comptes

Les documents dénommés états financiers comprennent :

- le bilan et ses annexes (établissement et siège consolidé),
- le compte de résultat (établissement et siège consolidé),
- l'annexe aux comptes annuels consolidés

2.3 Méthode générale

Les comptes annuels ont été établis et présentés selon la nouvelle réglementation française en vigueur, résultant des règlements du Comité de la Réglementation Comptable (CRC).

La Fondation a ainsi arrêté ses comptes clos au 31.12.2024 en respectant le règlement ANC N° 2018-06 du 5 décembre 2018, s'appliquant aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de bases :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

2.4 Changement de méthode

2.4.1 Changement de méthode comptable

L'ANC a publié le règlement n°2022-06 du 4 novembre 2022 modifiant le règlement ANC n° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général (PCG). Il s'agit du règlement visant à moderniser les états financiers et la nomenclature des comptes. L'application de ce règlement est obligatoire à compter des exercices ouverts au 1er janvier 2025, mais peut-être anticipée à compter de sa date de publication au Journal Officiel, et donc au titre de l'exercice clos au 31/12/2024.

Cette option a été prise par la Fondation sur les 2 sujets suivants :

- La suppression de la technique du transfert de charges, justifiée par l'ANC pour faciliter l'analyse des états financiers. Les comptes de transfert de charges sont ainsi retirés de la liste du plan de comptes et les postes « transferts de charges » figurant dans les modèles de compte de résultat sont supprimés. Les aides à l'emploi, indemnités prévoyance et avantages en nature précédemment comptabilisés en comptes #7912x Transferts de charges le seront désormais à compter du 1er janvier 2024 dans les comptes de l'association en comptes #649x.

Pour information :

	2024	2023
Comptes #649		
aides à l'emploi et les avantages en nature	7 648 €	
Comptes #7912501 Transfert de charges d'exploitation		38 364 €
aides à l'emploi et les avantages en nature		
Comptes #7912505 Transfert de charges d'exploitation		7 538 €
Refacturations OPCO		
TOTAL	7 648 €	45 902 €

- La nouvelle définition du résultat exceptionnel par le règlement ANC qui se limite à refléter l'impact dans les comptes d'événements majeurs et inhabituels. La principale conséquence de cette anticipation de l'application dans les comptes de l'association est l'abandon des comptes #77xxx et 67xxx de produits divers (avoirs, etc.) pour des comptes #7588xx et 6588xx d'autres produits et charges d'exploitations ou autres comptes concernés par la dépense ou le produit d'exploitation.

Ainsi, et pour exemple, la recette d'un montant de 153 904 € perçue en 2024 au titre de 2023 a été comptabilisée dans les comptes dédiés de l'année à savoir les comptes 73111 et 731152.

Aucun autre changement de méthode d'évaluation n'est intervenu au cours de l'exercice.

2.4.2 Changement de méthode de présentation

Néant

2.4.3 Changement de méthode d'évaluation

Néant

3. Informations relatives au bilan

3.1 Actif

3.1.1 Tableau des immobilisations

Rubriques	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles	157 685	6 696		164 381
Immobilisations corporelles	21 504 517	658 929	18 294	22 145 152
Immobilisations financières	1 241 078	33 570	120 130	1 154 518
TOTAL	22 903 280	699 195	138 424	23 464 051

3.1.2 Tableau des amortissements

Rubriques	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles	152 328	3 891		156 219
Immobilisations corporelles	13 875 081	706 549	18 294	14 563 336
TOTAL	14 027 409	710 440	18 294	14 719 555

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

- Logiciels informatiques	1 à 3 ans
- Constructions	40 ans
- Agencements et aménagements des constructions	10 ans
- Matériel et outillage	5 ans
- Mobilier de bureau	10 ans
- Matériel informatique	3 ans

3.1.3 Immobilisations financières

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

3.1.4 Evaluation des stocks

Les stocks sont évalués suivant la méthode « du coût moyen unitaire pondéré » (CMUP).

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires

3.1.5 Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Rubriques	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Échéance < 1an	Échéance > 1 an
Créances clients et comptes rattachés	1 394 548	1 394 548	
Avances & acomptes	1 942	1 942	
Fournisseurs débiteurs	0	0	
Débiteurs divers	21 229	21 229	
Produits à recevoir	50 552	50 552	
Charges constatées d'avances	60 077	60 077	
TOTAL	1 528 348	1 528 348	

3.1.6 Valeurs mobilières de placement

Titres	Valeur d'acquisition	Cours à la clôture	Plus value latente	Moins value latente
Portefeuille SG	5 344 402	5 344 402		
portefeuille CE	3 200 000	3 200 000		
Valeurs Pierre	457 347	458 994		
Portefeuille MIRABAUD	857 849	994 891	177 226	40 184
Total :	9 859 598	9 998 287	177 226	40 184

3.1.7 Charges constatées d'avances

Le montant des charges constatées d'avances s'élève à 60 077 € pour l'exercice 2024.

3.2 Passif

3.2.1 Fonds propres

Variation des fonds propres	31/12/2023	Affectation de résultat	Augmentation	Diminution	31/12/2023
Fonds propres sans droit de reprise	2 391 058	914,58			2 391 973
Fonds propres avec droit de reprise	212 592			14 173	198 419
Réserves affectées à l'investissement	2 519 553		14 173		2 533 726
Réserves de trésorerie	499 652				499 652
Réserves de compensation	863 135	-22 782			840 353
Autres réserves	324 402				324 402
Report à nouveau	2 833 774	193 241			3 027 015
Excédents ou déficit de l'exercice	171 373	-171373	392 102		392 102
Situation nette	9 815 539	0	406 275	14 173	10 207 642
Fonds propres cosomptibles	846 255				846 255
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	10 661 795	0	406 275	14 173	11 053 897

3.2.2 Détermination du résultat effectif

TABLEAU DE DETERMINATION DU RESULTAT EFFECTIF GLOBAL DE L'ENTITE	EXERCICE N	EXERCICE N-1
RESULTAT COMPTABLE	392 102	171 373
Reprise du résultat antérieur	-	-
EXCEDENT OU DEFICIT EFFECTIF GLOBAL	392 102	171 373
Dont résultat effectif sous gestion propre	388 003	169 612
Dont résultat effectif sous gestion contrôlée	-27 358	-1 761

3.2.3 Fonds dédiés

Variation des fonds dédiés issus de :	Montant au début de l'exercice	Reports	Utilisation en cours d'exercice		A la clôture de l'exercice	
			Montant global	Dont rembt.	Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépenses au cours des deux derniers exercices
Dédiés activité EHPAD	914 651		46 493		868 158	
Dédiés activité USSR	267 964	153 904			421 868	421 868
Dédiés activité USLD	115 034				115 034	115 034
Gestion de la Fondation	48 422		25 280		23 142	
TOTAL	1 346 071	153 904	46 493	0	1 428 202	536 902

NB : Les fonds dédiés antérieurs à l'exercice sont essentiellement des Crédits Non Reconductibles (CNR) accordés par l'ARS ou des crédits alloués à postériori au titre d'exercices antérieurs. La réalisation des projets auxquels ils se rattachent a été reportée pour la plupart lors de la période COVID.

En 2023, 48 422 € avait été inscrits en fonds dédiés dans le cadre du projet « Jardins thérapeutiques ». En 2024, un montant de 25 280 € a été repris à ce titre. Les 23 142 € du solde seront apurés au fur et à mesure des dépenses dédiées.

Concernant l'EHPAD, la reprise de 46 493 € permet de compenser des achats d'équipements pour l'unité Alzheimer ainsi qu'une partie de la dépense de formation Aide-soignante d'une salarié EHPAD.

Le montant constaté sur l'année sur l'unité SMR correspond à des crédits perçus à postériori en 2024 au titre de 2023. Ces crédits ont été versés dans le cadre du soutien des établissements BNL et au titre de la régularisation du financement du dans le cadre du nouveau mode de financement des SMR.

3.2.4 Etat des dettes

Dettes	Montant Brut	Degré d'exigibilité du passif	
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	4 835 390	674 008	4 161 382
Emprunts et dettes financières divers	49 981	14 269	35 712
Dépôts et cautionnements reçus	354 051		354 051
intérêts courus	26 390	26 390	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	519 343	519 343	
Dettes fiscales et sociales	2 749 723	2 749 723	
Dettes sur immobilisations			
Autres dettes	60 608	60 608	
Produits constatés d'avances	232 710		232 710
Total :	8 828 196	4 044 341	4 783 855

4. Informations relatives au compte de résultat

4.1 Ventilation des produits d'exploitation

▪ Variations de stocks créditrices	25 570
▪ Ressources propres	5 798 043 €
▪ Dotations autorités de tutelles	8 276 190 €
▪ Subventions	85 055 €
▪ Autres produits de gestion courante	114 874 €
▪ Reprises de provisions	<u>66 800 €</u>

Total 14 366 532 €

4.2. Résultat financier

Il correspond à :

■		
■	Les charges nettes sur cessions de titres	-31 063 €
■	Les produits de cessions de titres	+26 329 €
■	Les revenus des VMP et autres placements	+82 507 €
■	Aux charges d'intérêts des emprunts	- 156 038 €
■	Dépréciation du portefeuille	- 41 743 €
■	Autres produits financiers	+ 122 574 €
	Total	+2 566 €

La rémunération des comptes sur Livret Associatis et des comptes à terme placés sur l'année figure dans ce résultat financier pour un montant de 161 013 €.

4.3 Résultat exceptionnel

Il correspond à la cession d'un véhicule acquis en 2003 avec une valeur nette comptable nulle:

■	Cession d'une immobilisation	+ 500 €
	Total	+500 €

5. Autres informations

5.1 Engagement hors bilan

5.1.1 Emprunts auprès des organismes bancaires

ENGAGEMENTS RECUS		
Objet	Organisme	Montant
Emprunt DEXIA de 3 000 000 € Pour les travaux de modernisation de la maison de retraite Remboursement par amortissement constant du capital sur 30 ans au taux de 4.98%	Garantie de la commune de Chantilly	500 000.00
	Garantie du Département de l'Oise	1 500 000.00

- Le capital restant dû de l'emprunt DEXIA au 31/12/2024 est de 982 301 €.
- Par ailleurs, la Fondation condé a signé un bail emphytéotique avec l'OPAC pour une durée de 55 ans à compter du 1er juillet 1984 pour un ensemble de bâtiments à aménager situés à Chantilly.

5.1.2 Indemnités de départ à la retraite

Le montant des droits acquis par les salariés pour indemnités de départ à la retraite à la date de clôture de l'exercice, pour les salariés embauchés en contrat à durée indéterminée, s'élève à 486 809 €.

La partie de cet engagement correspondant aux salariés dont le départ à la retraite est prévu dans un délai de 3 ans est considéré comme une dette certaine et, est à ce titre, constaté au passif du bilan. Ce montant comptabilisé est de 101 990 €.

Le montant des droits acquis par les salariés est déterminé selon une approche actuarielle dont les hypothèses de tarification sont les suivantes :

- **Paramètres économiques :**

L'augmentation annuelle des salaires :

- 1% Constant pour la catégorie : Cadres
- 1% Constant pour la catégorie : Non Cadres

Le taux d'actualisation et de revalorisation annuelle nette du fonds est de : 3,7 % (inflation comprise).

- **Paramètres sociaux :**

Le départ est prévu, sauf dérogation individuelle, à :

- 64 ans pour la catégorie : Cadres
- 64 ans pour la catégorie : Non Cadres

Le taux de rotation retenu est :

- Très faible pour la catégorie : Cadres
- Moyen pour la catégorie : Non Cadres

Le taux de charges sociales patronales est :

- 42,4 % pour la catégorie : Cadres
- 42,4 % pour la catégorie : Non Cadres

Le départ intervient à l'initiative du salarié.

- **Paramètres techniques :**

- L'année des calculs retenue est 2024.
- La table de mortalité utilisée est la table réglementaire INSEE 2014-2016 - données def..
- La méthode de calcul retenue est la méthode : Rétrospective Prorata Temporis.

5.2. Honoraires du commissaire aux comptes

Le montant facturé par le commissaire aux comptes au titre de l'audit légal qui figure au compte de résultat est de 16 440 € TTC.

5.3 Rémunération des dirigeants

Conformément à l'article 20 de la loi du 23 mai 2006 sur le volontariat associatif, concernant la rémunération des dirigeants, nous vous informons que les membres du Conseil d'administration de la Fondation Condé sont des bénévoles non rémunérés.

5.4 Effectifs

Répartition par catégorie professionnelle selon les différents contrats de travail

	Effectif physique	
<u>CDI</u>	<u>HOMMES</u>	<u>FEMMES</u>
Cadres	5	17
Employés: filière soignante et éducative jusqu'au coeff. 391	4	66
Professions intermédiaires: non cadre dont le coeff. est sup. à 391	1	16
Ouvriers: filière logistique jusqu'au coeff. 391	4	22
Total des CDI	14	121
<u>CDD</u>	<u>HOMMES</u>	<u>FEMMES</u>
Cadres	0	0
Employés: filière soignante et éducative jusqu'au coeff. 391	0	8
Professions intermédiaires: non cadre dont le coeff. est sup. à 391	0	0
Ouvriers: filière logistique jusqu'au coeff. 391	0	2
Total des CDD	0	10

5.5 Contributions Volontaires en Nature

Néant